Sten Hagberg, *Between Peace and Justice. Dispute Settlement between Karaboro Agriculturalists and Fulbe Agropastoralists in Burkina Faso*

Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis, 1998, 268 p., bibl., index, ph., cartes (« Uppsala Studies in Cultural Anthropology » 25)

Sandrine Petit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/2755>

DOI : 10.4000/lhomme.2755

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

Pagination : 282-284

ISBN : 2-7132-1348-7

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Sandrine Petit, « Sten Hagberg, *Between Peace and Justice. Dispute Settlement between Karaboro Agriculturalists and Fulbe Agropastoralists in Burkina Faso* », *L'Homme* [En ligne], 156 | octobre-décembre 2000, mis en ligne le 29 novembre 2006, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/2755> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.2755>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Sten Hagberg, *Between Peace and Justice. Dispute Settlement between Karaboro Agriculturalists and Fulbe Agropastoralists in Burkina Faso*

Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis, 1998, 268 p., bibl., index, ph., cartes (« Uppsala Studies in Cultural Anthropology » 25)

Sandrine Petit

- 1 IL FAUT beaucoup de courage pour aborder un sujet d'actualité aussi sensible que celui qu'a choisi Sten Hagberg, à savoir les affrontements meurtriers qui se produisirent en décembre 1986 à Sidéradougou et en février 1995 à Mangodara, dans l'ouest du Burkina Faso, entre agriculteurs karaboro et pasteurs peuls. À l'époque, la presse locale était allée jusqu'à parler de génocide. L'auteur, qui entreprit son enquête en 1996, fréquente l'ouest burkinabé depuis près d'une dizaine d'années, et en particulier la province de la Comoé où survinrent ces conflits. Il est bien conscient des difficultés d'une enquête rétrospective, susceptible de faire surgir aussi bien des versions contradictoires que les stéréotypes les plus éculés.
- 2 Sten Hagberg ne s'en tient pas à une description des faits, mais s'intéresse à leur interprétation par les différents acteurs afin de comprendre, par la confrontation de multiples versions, le ressort de ces situations conflictuelles. Les deux premiers chapitres décrivent la province de la Comoé et relatent son histoire. Après ce tableau d'ensemble, l'auteur propose un cadre théorique qui lui permet d'aborder les conflits selon trois dimensions : écologique et économique, sociopolitique, enfin ethnique et culturelle. Il emploie le terme conflit dans le sens d'une lutte pour des valeurs, pour la reconnaissance d'un statut, pour le pouvoir, ou encore pour l'obtention de ressources rares. Hagberg introduit une nuance entre le conflit d'intérêt, latent, et une situation de conflit ouvert, qui peut être un affrontement violent ou un litige nécessitant une intervention extérieure. Il reprend la distinction de P. H. Gulliver¹ entre « negotiation » et « adjudication », selon laquelle soit les deux parties parviennent à un accord, soit un

tiers procède à un arbitrage autoritaire. Reconnaissons cependant que cette distinction formelle est difficile à appliquer au cas présent où négociation et arbitrage sont intimement liés et où un tiers peut intervenir en stimulant la négociation, ou tranche de façon autoritaire.

- 3 Ces bases une fois posées, Sten Hagberg se livre à un examen des sociétés en présence. D'abord les Tiéfo, autochtones et maîtres de la terre, puis les Karaboro. Originaires de la Côte-d'Ivoire, ces derniers ont quitté Banfora pour venir s'installer dans le département de Sédougou ; ce sont d'actifs défricheurs de brousse, créateurs de hameaux de culture qui deviennent, pour certains, des villages administrativement reconnus. Quant aux agropasteurs peuls, ils ne sont que depuis peu de temps dans la Comoé ; certains viennent du pays bobo, d'autres du pays mossi, au nord. Dernier acteur mais non le moindre : les représentants locaux du gouvernement auxquels l'auteur consacre un chapitre et dont il fait une catégorie sociale à part entière, récusant l'idée préconçue d'une dichotomie population-État. Parmi eux, le préfet a un rôle d'arbitre et de juge dans les conflits d'usage ; il applique la justice telle qu'elle est définie par l'État, tout en tenant compte des règles locales. Hagberg mentionne aussi les agents des services forestiers, de l'agriculture et de l'élevage. Malgré tout son intérêt, cette présentation apparaît un peu longue, puisque c'est seulement au chapitre VIII que les circonstances des conflits nous sont rapportées. Le premier eut lieu à Noumouso, village tiéfo situé dans le département de Sédougou. Les dégâts provoqués dans les récoltes d'un agriculteur karaboro par le bétail d'un éleveur peul marque le début de cet affrontement qui fit sept morts, dont six parmi les agropasteurs peuls. À Mangodara, c'est l'usage contesté d'un cours d'eau qui fut à l'origine des violences. Les agriculteurs s'en prirent aux troupeaux, des bovins furent abattus, dépecés, leur chair fumée. Les pasteurs peuls eurent à déplorer quatre morts.
- 4 Sten Hagberg prend soin de se démarquer d'une problématique ethnique et traite ces conflits d'une façon résolument sociologique. Ainsi présente-t-il les agents de l'administration comme une composante essentielle des situations conflictuelles analysées. Il se garde également d'identifier les groupes d'après leur seules origines ethniques et associe toujours les termes peuls et karaboro à une caractérisation technico-économique : il sera question d'agropasteurs peuls et d'agriculteurs karaboro. Dans les titres de chapitre, Hagberg se réfère à leur origine géographique comme marqueur de leur identité : les Karaboro sont gens de Kaye Kulo, et les Peuls, gens du Boobola. Les rapports entre les deux groupes ne se limitent pas aux conflits, et l'auteur rend compte d'autres relations garantes de la paix : par exemple, lors des conflits, les femmes peules ont continué les échanges commerciaux avec les gens des deux villages. Enfin est soulignée la montée en puissance des associations de chasseurs et d'éleveurs. Fondées sur des bases anciennes telles que les rites d'initiation et différents cultes, les associations de chasseurs, *onsoton*, sont aujourd'hui reconnues par l'administration et le ministère de l'Environnement. Elles ont adopté un nouveau nom, *benkadi*, et délivrent désormais des cartes d'adhésion. Les Karaboro y sont particulièrement actifs. Les membres de ces associations sont bien évidemment armés, ce qui peut expliquer l'intervention prompte de l'armée dans les deux conflits. Le syndicat des éleveurs de Bobo-Dioulasso fut lui aussi impliqué dans le conflit de Mangodara.
- 5 L'auteur ne se contente pas de rejeter la catégorisation ethnique. Dans un souci de complexification, il propose de nouvelles distinctions qu'il présente comme des relations sociales clés : les liens de voisinage et d'amitié, les rapports entre bouviers

salariés et possesseurs de bétail, entre hôtes et étrangers. Karaboro et Peuls sont des étrangers pour les Tiéfo, arrivés avant eux dans le département de Sidéradougou, mais ils ne le sont pas au même titre. Les pasteurs peuls sont des nouveaux venus, tandis que les Karaboro sont établis depuis plus longtemps dans la province. Ces derniers négligent les dons coutumiers aux maîtres de la terre tiéfo et procèdent à leurs propres sacrifices. Ici, on peut regretter que Hagberg ne fasse pas allusion aux échanges matrimoniaux qui se pratiquent entre Tiéfo et Karaboro.

- 6 Les maîtres de la terre tiéfo sont peu intervenus dans le conflit, sinon, après le départ de l'armée, pour effectuer les rites de purification de la terre. Se sont-ils gardés de prendre parti parce qu'ils étaient tenus par des liens de famille ou d'autres intérêts ? Par ailleurs, peut-on espérer sortir du statut d'étranger ? Il aurait été intéressant de préciser l'ancienneté, dans la Comoé, des Peuls et des Karaboro impliqués dans les conflits afin de mettre en perspective la relation hôte-étrangers. Les pasteurs pris pour cible sont-ils récemment arrivés, fuyant la Côte-d'Ivoire, après s'être affrontés aux autochtones sénoufo, comme ce fut le cas en 1986 à Dikodougou (préfecture de Korhogo), ou en 1993 à Boundiali ? La violence est-elle la manifestation d'une haine construite au fil du temps par l'accumulation de petites rancunes, ou bien éclate-t-elle plus facilement quand les gens sont « étrangers » au village ? Si l'opposition hôte-étranger ne fait pas toute la lumière sur les enjeux des conflits, la catégorisation techno-économique ne suffit pas non plus à expliquer pourquoi, dans les deux cas, les agriculteurs impliqués sont des Karaboro et non d'autres cultivateurs, mossi, eux aussi migrants, ou des autochtones tiéfo à Sidéradougou, ou komono à Mangodara. Enfin la distinction, faite au départ, des Peuls selon l'origine géographique n'est pas reprise dans le récit des conflits, ce qui laisse supposer que les pasteurs se seraient regroupés sur la base d'une solidarité ethnique.
- 7 On aurait souhaité en savoir plus sur la création et la délimitation de la zone pastorale de Sidéradougou en 1979, et sur le basculement des relations entre autochtones et éleveurs peuls à partir de cette date. Établi dans le cadre du programme « Amélioration de l'élevage traditionnel dans les ORD² des Hauts Bassins et de la Comoé », le projet de zone pastorale sera suspendu cinq ans plus tard face à l'extension des zones cultivées³.
- 8 Insistons sur l'intérêt de cet ouvrage d'anthropologie appliquée qui, malgré les quelques réserves que nous avons formulées, a le mérite d'échapper à la problématique ethnique et d'aborder les conflits en termes de processus et de changements sociaux.

NOTES

1. P. H. Gulliver, *Disputes and Negotiations : A Cross-Cultural Perspective*, New York, Academic Press, 1979.
2. Organismes régionaux de développement.
3. Jean-Bernard Ouedraogo, *Violences et communautés en Afrique noire. La région de la Comoé entre règles de concurrence et logique de destruction (Burkina Faso)*, Paris, L'Harmattan, 1997.

AUTEUR

SANDRINE PETIT

Laboratoire ERMES, Institut de recherche et de développement (IRD), Orléans.